



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le

19 JUIN 2014

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de  
l'Ariège  
Subdivision Environnement industriel  
ENV4

Affaire suivie par : Adeline COT  
N/Réf. : 2014-814

Téléphone : 05 61 15 39 78  
Télécopie : 05 61 15 39 88  
Courriel : [adeline.cot@developpement-durable.gouv.fr](mailto:adeline.cot@developpement-durable.gouv.fr)

**Objet :** Mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des installations - Fixation du montant et constitution.

**Pj :** Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

### RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de la Haute-Garonne

#### ETABLISSEMENT

Raison sociale : SRA SAVAC

Siège social : 93 rue Jacquard, 69516 Vaulx en Velin

Adresse de l'établissement : ZI Montaudran, 8 impasse Didier Daurat, 31400 Toulouse

Activité principale : traitement d'eaux hydrocarburées

Numéro BASOL : 31.0020

Numéro S3IC : 68-2340

#### II. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La loi n°76-663 du 16 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement avait introduit l'obligation de garanties financières pour la mise en activité de certaines installations classées. La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages est venue élargir leur champ d'application aux installations classées présentant des risques importants de pollution ou d'accident, définies par décret en Conseil d'État.

Le décret d'application de cette loi a été signé le 3 mai 2012 (n° 2012-633). Ces dispositions sont codifiées aux articles R. 516-1 à R. 516-6 du Code de l'environnement. Ces dispositions sont applicables au 1er juillet 2012.

Afin de mettre en œuvre cette réforme, trois arrêtés d'application ont été publiés au Journal officiel. Ces arrêtés concernent :

- les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (arrêté signé le 31 mai 2012, publié au JO du 23 mai 2012) ;
- la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement (arrêté du 31 mai 2012, publié également au JO du 23 mai 2012) ;
- les modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement (arrêté du 31 juillet 2012, publié au JO du 8 août 2012).

Les exploitants des installations concernées doivent présenter au préfet un document attestant de la constitution de garanties pour les installations existantes des annexes 1 et 2 de l'arrêté du 31 mai 2012, avant le 1er juillet 2014 ou avant le 1er juillet 2019 (cf. liste en annexe 2 de l'arrêté du 31 mai 2012).

### III. SITUATION ADMINISTRATIVE

La société SRA SAVAC est autorisée par arrêtés préfectoraux du 11 mai 1988 et du 18 août 1992 à effectuer une activité de centre de transit, regroupement, prétraitement de déchets industriels et dépôt aérien de liquides inflammables sur la commune de Toulouse.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques ou volume autorisé
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant 1- Supérieure ou égale à 1 t	Stockage d'eaux souillées aux peintures, huiles, hydrocarbures : 2 cuves de 30 t chacune d'eau à 95 % + huiles + peintures (point éclair haut) et 1 cuve de 30 t d'eau à 95 % + huiles + peintures (point éclair bas)  Transit, regroupement d'eaux hydrocarbonnées issues des cuves de stockage de carburants et des séparateurs d'hydrocarbures : fosse de 30 t, cuves de 10,3,5 et 8 tonnes, soit 56 tonnes au total  Transit, regroupement de déchets d'hydrocarbures et boues de décantation : 1 cuve de 25 tonnes  Transit, regroupement de terres souillées (issues de l'installation de traitement des eaux – hydrocarbures) : 80 t
2790-2	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793. 2-Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparation dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.	Traitement des eaux hydrocarbonnées (séparation de phase)  20 tonnes/jour

Par courrier du 04 juillet 2013, la société a fourni un calcul du montant de la garantie financière applicable aux installations relevant des rubriques susvisées.

La proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclue à un montant de garantie supérieur à 75 000 euros ; ce calcul a été validé par l'inspection.

L'exploitant doit maintenant constituer des garanties financières correspondantes conformément aux dispositions des articles R.516-1 5° et suivants du Code de l'Environnement.

#### IV. PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne de fixer par arrêté préfectoral complémentaire le montant des garanties financières applicables à la société SRA SAVAC à la somme de 118 453,87 euros TTC tel que l'a validé l'inspection.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire établi dans ce sens est joint au présent rapport pour être soumis à l'avis du CODERST.

Il a été communiqué à l'exploitant qui n'a pas formulé de remarques particulières.

L'inspecteur de l'Environnement



Adeline COT

Vérifié, et validé le 18/06/2014  
Pour le DREAL et par subdélégation,  
Le Chef de la subdivision ENV4,



Yann DEFFIN

